



## **Ras le bol social**

*La suspension de l'écotaxe et les mises en garde du gouvernement sur les risques de dérapage n'ont rien changé à l'affaire : la manifestation de samedi à Quimper a été un succès. C'est que le malaise est profond. Depuis des mois la Bretagne, comme bien d'autres régions, vit au rythme des suppressions d'emplois, touchant l'agro-alimentaire (les abattoirs Doux, Gad ou Tilly-Sabco, l'usine de transformation de saumon Marine-Harvest...), mais aussi les sites PSA ou Alcatel à Rennes.*

Les 15 à 30 000 manifestants de Quimper (agriculteurs, commerçants, artisans et surtout salariés, chômeurs et beaucoup de jeunes) ont crié leur colère contre les licenciements, l'écotaxe, mais aussi la baisse de leur pouvoir d'achat due aux bas salaires alors que les impôts augmentent.

### **Des patrons qui pleurent la bouche pleine**

L'écotaxe n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le ras le bol social. Mais le patronat s'est aussitôt engouffré dans la brèche, reprenant le refrain connu du coût du travail et de la compétitivité. En fait, les patrons n'ont jamais eu autant de libertés et de subventions publiques... et jamais autant licencié.

|| *La famille Doux, 146<sup>ème</sup> fortune française, est réputée pour avoir touché plus d'un milliard d'euros de subventions en quinze ans via la Politique Agricole Commune (PAC).*

Doux et Tilly-Sabco justifient d'ailleurs les suppressions d'emplois par la fin des subventions européennes à l'exportation de viande de volaille annoncée en début d'année. En 2012, Tilly-Sabco a réalisé deux millions d'euros de bénéfices. Et Marine Harvest a déclaré 113 millions d'euros de bénéfices au premier semestre 2013...

Le « Collectif des acteurs économiques de la Bretagne », dont le chef de file est le président du MEDEF Bretagne, profite de la situation même s'il n'a jamais envisagé de se joindre à la manifestation de Quimper. Il s'estime satisfait de la suspension de l'écotaxe et du dialogue renoué avec le gouvernement : un dialogue sur fond de nouvelles subventions bien sûr.

### **En Bretagne comme dans le reste du pays : tous ensemble, derrière les travailleurs !**

Au même moment et 70 kms plus loin, la CGT, le Front de Gauche et les Verts organisaient une contre-manifestation à Carhaix, se disant les seuls à porter vraiment les revendications des salariés.

Effectivement, les salariés doivent se méfier des patrons qui parlent à leur place, surtout quand ce sont ceux qui les licencient. Mais Mélenchon a trouvé malin de traiter les manifestants de Quimper de « nigauds », estimant « *qu'à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres* ».

Les travailleurs, qui formaient le gros des manifestants de Quimper, n'ont pas besoin qu'on leur fasse la morale, mais de perspectives. Le contraire de ce que fait Mélenchon.

|| *Faute de quoi, ce seront d'autres qui occuperont la place et utiliseront la colère des travailleurs pour mettre en avant leurs propres revendications.*

En Bretagne comme ailleurs, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de s'organiser s'ils veulent que ce soient leurs revendications qui soient mises en avant : interdiction des licenciements, hausse des salaires, imposition des plus riches et des revenus du capital.

Ils pourraient alors entraîner avec eux le reste la population (artisans, agriculteurs, petits commerçants...), tout en ne restant pas cantonnés aux seuls Bretons, mais en s'adressant au reste du pays qui connaît les mêmes problèmes.

Etre son propre porte-parole, c'est encore le meilleur moyen qu'on ne parle pas à sa place !

### ***On leur fera reboucher leur champagne***

Alors que les médias annoncent la sortie de la dernière C3 à PSA Aulnay, la direction se félicite de la signature des accords compétitivité. Fermeture de site pour les uns, conditions de travail aggravées pour les autres. Le DRH du groupe jubile et précise :

«L'ANI [accord national interprofessionnel] implique un maintien de l'emploi, en échange de quoi des baisses de salaires sont possibles. Chez PSA, je ne peux pas m'engager sur le maintien de l'emploi, mais on ne baisse pas les salaires non plus. » Tu parles ! L'accord PSA, c'est la baisse des salaires (avec l'inflation), plus celle des emplois ! C'est en fait pire que l'ANI (cet accord de régression sociale déjà imposé par Hollande).

Mais nous pourrions bien prendre le coup de sang et transformer les rêves de patrons en leurs pires cauchemars.

### ***Ne laisser personne parler en notre NON***

4 des 6 syndicats, FO, GSEA, CFTC, CGC ont décidé de signer le « contrat social » de PSA. Ils ont fait le choix de brader nos droits, de baisser notre pouvoir d'achat et de participer à la dégradation de nos conditions de travail sans même le moindre engagement sur le maintien de l'emploi.

Même si PSA a trouvé quelques bureaucrates pour l'aider à mettre en application ses attaques, nous devons continuer : une signature au bas d'un chiffon de papier n'aura de la valeur que si nous nous inclinons. En nous mobilisant, nous avons la force du nombre, et c'est bien autre chose qu'une simple signature.

### ***Nous aussi on peut signer un accord entre nous***

Après les débrayages dans tous les sites chaque semaine depuis septembre, 10 000 salariés dans le groupe, dont 1 600 à PSA Poissy, ont signé la pétition exprimant leur refus de toutes les mesures de régression sociale prévues.

Autant de collègues qui doivent se préparer à combattre chaque étape de la mise en oeuvre de ces accords dans les prochains mois. Sur chaque attaque nous pouvons les faire reculer.

### ***A Poissy, la direction a reculé***

Mercredi 30 octobre, 7 syndicalistes de Sud Poissy ont arrêté leur grève de la faim commencée 42 jours plus tôt. La direction s'engage à leur attribuer un travail correspondant à leur qualification, à leur payer la quasi totalité des jours de grève et à leur accorder une convalescence de 3 mois.

A PSA, tous les travailleurs et les syndicats sont discriminés s'ils ne sont pas à la botte du patron. Il

faudra bien plus qu'une grève de la faim pour que cessent ces pratiques anti-ouvrières et anti-syndicales.

### ***Zéro + zéro = la tête à Titan***

Le PDG du groupe Titan, Maurice Taylor, dit vouloir reprendre l'usine Goodyear d'Amiens avec « zéro employé » ! Et réembaucher ensuite, selon ses besoins et à ses conditions, 330 salariés parmi les 1200 qui y travaillent actuellement... et avec la garantie de quatre ans seulement. Pour le ministre Montebourg, « c'est mieux que rien »

Ce patron voyou s'était déjà fait remarquer en traitant les ouvriers de « fainéants qui ne travaillent que trois heures par jour » et les représentants syndicaux de « timbrés » qu'il faudrait « envoyer à la Légion étrangère ».

Voilà le genre de patron devant lequel Montebourg fait des courbettes. Qui se ressemble s'assemble. Les travailleurs de Goodyear finiront bien par vouloir leurs têtes à tous les deux.

### ***Racisme de bas étage***

Fin octobre, lors d'un déplacement à Angers, Christiane Taubira a été traitée de guenon par les enfants de parents adversaires du mariage pour tous.

Ces adultes qui se cachent derrière leur progéniture et dressent des gamins à la haine raciste se jugent – c'est un comble ! - meilleurs éducateurs que les couples homosexuels auxquels ils dénie le droit d'élever des enfants. C'est plutôt d'avoir un petit pois en guise de cervelle, qui est un énorme handicap pour éduquer des enfants.

### ***Egypte : le général Al-Sissi dans les pas de Moubarak***

Le célèbre humoriste égyptien Bassem Youssef a vu son émission satirique annulée et plusieurs plaintes ont été déposées contre lui pour « outrage à la figure du Président ». En cause, une plaisanterie à la télé sur la « Sissimania » et sur Adly Mansour, président du gouvernement intérimaire et paravent de l'armée.

Depuis la proclamation de l'état d'urgence début août et la sanglante répression des Frères musulmans, la police omniprésente réprime maintenant aussi les étudiants qui manifestent dans les universités. Le prétexte de la « lutte contre le terrorisme national » assure peut-être encore à Al-Sissi une certaine popularité. Mais le candidat dictateur en profite pour bâillonner la liberté d'expression, et tenter d'étouffer toute contestation en particulier chez les travailleurs.